

Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco



Vol. 29 n°45

Edmonton, semaine du 8 au 14 décembre 1995

12 pages

60¢

**Cette
semaine...**

**À la
mémoire de
Bernardin Gagnon**

à lire en page 2

**Entretien avec
Nick Discepola,
député fédéral**

à lire en page 3

**Brèves
de
l'Alberta**

à lire en page 5

**Réforme
de
l'assurance-chômage**

à lire en page 6

• Fondateurs des Oblats de Marie Immaculée:

Mgr Eugène de Mazenod canonisé

Le fondateur de l'ordre des Oblats, si actif au siècle dernier dans la colonisation de l'Ouest canadien, a été fait saint à Rome le trois décembre dernier.

La canonisation d'Eugène de Mazenod est le résultat d'un long processus qui a amené le Vatican à reconnaître comme miraculeuses les guérisons qu'aurait provoqué le fondateur des Oblats de Marie Immaculée. En 1929, les prêtres oblats attribuèrent au fondateur de leur ordre la guérison inexplicable d'un enfant, un amérindien de l'Alberta, qui aurait été atteint

de tuberculose. Le Vatican le croit aussi responsable de la guérison d'un aveugle en 1947 et d'un Mexicain atteint de cancer du foie en 1986.

Né le premier août 1782 à Aix-en-Provence, dans le sud de la France, sa famille fuit le pays devant la Révolution. Eugène rentre en France en 1802 et ne tarde pas à occuper des charges administratives. C'est

le 17 février 1826 qu'il fonde la société des Oblats de la Très Sainte et Immaculée Vierge Marie. L'ordre comprend aujourd'hui presque 4 000 prêtres, dont environ un millier au Canada.

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 1881

10015349
MICROFILM INC. SOCIÉTÉ CANADIENNE DU
464 RUE SAINT-JEAN
MONTREAL PQ H2Y 2S1

3. Croix pectorale léguée à Mgr de Mazenod par son ami Mgr de Forbin-Janson et conservée à la Maison Générale des Oblats.

4. Paris, 1860

1. Eugène de Mazenod à 23 ans. 2. Mgr de Mazenod à l'époque où il était sénateur de l'Empire.

À LA MÉMOIRE DE BERNARDIN GAGNON

EDMONTON - Décédé mercredi 29 novembre à 79 ans, Bernardin Gagnon était un pilier de la francophonie albertaine. Son ami Louis Desrochers nous adresse l'éloge prononcé lors des funérailles de Bernardin.

Je me fais le porte-parole de la francophonie albertaine aujourd'hui pour offrir à Mariette, à sa belle et grande famille, ainsi qu'à la soeur et aux trois frères de notre regretté défunt, nos vives condoléances. (...)

Bernie a été recruté dès les premiers jours de la station CHFA pour la vente de la commandite. Peu après, il est devenu directeur des ventes. À

cette époque, les seules recettes de la station provenaient de la vente de la commandite; c'était Bernie et ses adjoints qui assuraient la présence française sur les ondes radiophoniques de notre région. Et c'était une tâche fort difficile. Les fondateurs de la station avaient été beaucoup trop optimistes dans leurs prévisions budgétaires: les coûts d'opération se sont avérés beaucoup plus élevés que prévus et l'appui des commerçants francophones, beaucoup plus faible. Il a fallu couper les dépenses et ces coupures ont été plus sévères que les récentes coupures de MM. Klein et Harris; et tout cela au cours d'une époque durant laquelle l'économie régionale

était en effervescence.

C'est à cette époque aussi que le Conseil d'administration de la station a demandé à Bernie de cumuler les tâches onéreuses de directeur général, directeur des ventes, et de vendeur principal. Fort heureusement

pour la station, Bernie a accepté ce défi et il s'est acquitté de toutes ces responsabilités avec succès jusqu'à la vente de la station à la Société Radio-Canada.

Je me souviens que, très souvent, Bernie devait aller voir un commanditaire pour vendre un contrat supplémentaire ou pour demander à être payé d'avance afin que la station puisse, à son tour, payer ses employés. Bernie avait des amis partout et c'est en grande partie à cause de sa popularité personnelle et ses grandes qualités de vendeur que CHFA a pu survivre. (...)

Pendant toutes ces années, Bernie touchait une rémunération fort inférieure à celle qu'il aurait pu gagner ailleurs. Il était vendeur mérite; sa compétence et son

rayonnement à Edmonton étaient fort bien connus. En dépit de tout cela, Mariette et Bernie ont été fidèles à CHFA et ils ont tourné le dos à des situations plus rémunératrices ailleurs.

Bernie a dû faire face à de grandes difficultés dans la gestion de CHFA et il a surmonté tous les obstacles en maintenant une bonne humeur exemplaire toujours couronnée par son sourire si sympathique et son rire si contagieux. Il faisait rayonner l'optimisme partout.

Nous célébrons aujourd'hui la vie désintéressée du plus important et généreux collaborateur à l'œuvre de la radio française en Alberta.

Cher Bernie, mon ami, nous te disons: «merci et tâche de bien rire là haut avec tous tes anciens amis et commanditaires».

Louis A. Desrochers



Bernardin Gagnon



Archives provinciales de l'Alberta à Edmonton, photo IR 273.

Matin de Noël en Alberta centrale, 1920.

ALBUM SOUVENIR

Cette chronique est préparée par Claude Roberto des Archives provinciales.

VOTRE DON VA LOIN

Grâce à vous, Développement et Paix soutient, dans le tiers monde, l'action de partenaires courageux qui luttent pour un monde plus juste.

Votre don va loin!

**DÉVELOPPEMENT
ET PAIX**

l'interaction
des
peuples

Entretien avec un député fédéral

Nick Discepolo:

«Ralph Klein fait le jeu de Lucien Bouchard»

EDMONTON - Fédéraliste, Nick Discepolo l'est jusqu'à la provocation. N'avait-il pas incité, en octobre dernier, dans l'éventualité d'un oui au référendum, l'Outaouais, l'ouest de Montréal et toutes les bandes autochtones à se séparer à leur tour du Québec? Soulagé, mais pas apaisé, par le résultat du 30 octobre, le député libéral de Vaudreuil parcourt depuis un Canada en quête de renouveau constitutionnel. Invité par Judy Bethel, députée d'Edmonton Est, dans la capitale de l'Alberta, il défend le nouveau "plan pour l'unité" proposé par Jean Chrétien, en égratignant au passage certaines positions défendues dans l'Ouest.

Le Franco: Quel est le but de votre voyage en Alberta, alors que Jean Chrétien vient de rendre public son "plan pour l'unité"?

Nick Discepolo: Depuis déjà un mois on cherche un moyen de recueillir des idées sur l'unité canadienne, sur la manière de résoudre notre problème actuel. La coïncidence avec l'annonce du premier ministre n'était pas préméditée. Notre but c'est d'aller sur le terrain, informer les gens, faire communiquer l'Est et l'Ouest... Et ici en Alberta, c'est d'expliquer exactement ce que les Québécois veulent. De retour au Québec, j'espère que je pourrai expliquer au Québec ce que le reste du Canada veut... Les gens veulent surtout savoir ce qu'implique vraiment ce fameux droit de veto.

L.F.: Justement, que répondez-vous à ceux qui, comme le premier ministre albertain Ralph Klein, pensent qu'accorder le droit de veto à certains et pas à d'autres créerait des "provinces de deuxième classe"? Sans parler de Preston Manning...

N.D.: Est-il normal qu'une province à faible population ait un droit de blocage? L'île du Prince Édouard représente 0,5 de la population du Canada...

À la veille du référendum, je me souviens en tout cas que Ralph Klein avait dit «on vous aime vous les Québécois, restez avec le Canada». C'est vrai, dans ses offres au dernier moment avant le référendum, Jean Chrétien n'a pas eu le temps de consulter les premiers ministres provinciaux. Il a pris ses décisions quant à lui, en se servant de la grande manifestation du 27 octobre, en sachant qu'il avait l'appui de tous les Canadiens. Si on commence, dès les premières offres, à se bagarrer, on donne raison à M. Bouchard. Il pourra dire la prochaine fois: «en 1995, Jean Chrétien a proposé des changements et, une nouvelle fois, le Québec a été rejeté». Je suis inquiet en entendant M. Klein et d'autres premiers ministres, ils jouent le jeu de M. Bouchard. Quant à M. Manning, son idée du Canada c'est cinq pays séparés... La seule différence avec M. Bouchard c'est que l'un veut un Québec sans Canada, l'autre un Canada sans Québec.

L.F.: Il n'y a pas que Ralph Klein. Grant Mitchell, le leader des libéraux de l'Alberta, vient de proposer deux modifications au plan Chrétien: que l'Alberta ait

un droit de veto en ce qui concerne les questions de ressources naturelles, et qu'elle soit rattachée à une région des prairies, alors que la Colombie Britannique constituerait à elle seule une cinquième région.

N.D.: Ce sont des positions valables pour l'Alberta. Mais si le premier ministre donne des droits de veto à une région supplémentaire, à deux régions... ou ça s'arrêtera? Pareil en ce qui concerne les ressources... il deviendrait impossible de changer la constitution parce qu'il y aurait trop de droits de veto.

L.F.: Finalement, votre marge de manoeuvre est très étroite entre les séparatistes québécois et l'Ouest, parfois hostile à Ottawa.

N.D.: Notre stratégie n'est pas d'offrir quelque chose aux séparatistes. M. Bouchard l'a dit ouvertement. Il n'est pas là pour négocier avec le reste du Canada. Il est là pour préparer la séparation. Jean Chrétien doit, comme il l'a fait, apporter la dose de changement acceptable pour ne pas détruire la fédération, mais suffisamment de changement pour que les fédéralistes qui ont voté oui,



Nick Discepolo avec Judy Bethel, à qui revient l'initiative de la visite du député Québécois en Alberta.

en croyant que c'était un moyen pour négocier à l'intérieur de la fédération, soient apaisés. Si on met assez de choses sur la table, nous avons la possibilité de tenir un référendum au Québec sur ces offres de changement. En additionnant ces 10 ou 15% avec les 50,6% qui ont voté

non... Et M. Bouchard serait mal pris de refuser la volonté des Québécois. Dans mon esprit, on est très proches d'une solution. Très très proches. Il est d'ailleurs temps de régler cette question constitutionnelle et de passer à autre chose.

Matthieu Massip

Le bye-bye albertain sur les ondes de CHFA

EDMONTON — La rétrospective humoristique des événements de l'année 1995, *R.I.R.E. D'EUX*, produite par l'Unité Théâtre, sera diffusée en direct par la radio de la SRC en Alberta le 31 décembre prochain.

Après avoir innové en 1994 avec la création d'un spectacle humoristique de fin d'année intitulé *R.I.R.E. la 8760^{ème} heure*, un groupe de comédiennes et comédiens d'Edmonton récidive cette année avec un spectacle composé de sketches et de chansons qui souligneront les hauts

et les bas de l'actualité provinciale et nationale. D'après une idée originale d'Eve Marie Forcier, cet événement cherche à rejoindre les amateurs d'humour et de théâtre qui désirent terminer l'année par un grand éclat de rire. Le spectacle sera présenté le 31 décembre à 23 heures au Théâtre

Catalyst, situé au 10943 - 84 avenue à Edmonton. Le spectacle sera retransmis en direct sur les ondes de CHFA, partout en province, pour plus de renseignements ou pour acheter des billets, composer le 438-7303. Faites vite, les places sont limitées.



AVOCATS ET NOTAIRES - AGENTS DE MARQUES DE COMMERCE
Vous pouvez compter sur notre expérience pour obtenir des solutions pratiques et efficaces à vos problèmes juridiques.

- Achats et ventes de propriétés
- Litiges commerciaux
- Collections
- Successions et testaments
- Incorporations et contrats de sociétés
- Droit d'emploi

Laurent P. Carr, c.r.

Tél.: (403) 425-5959 Téléc.: (403) 423-4728
Internet: <http://www.tgx.com/carrco/> E-mail: carrco@supernet.ab.ca
519 Oxford Tower, 10235 - 101^{re} rue, Edmonton, Alberta, Canada T5J 3G1

Membres du Conseil International Juridique
un groupe de cabinets indépendants desservant une clientèle mondiale

Editorial

Pauvreté n'est pas vice

Dans la foulée des efforts déployés par le gouvernement fédéral pour équilibrer son budget, le ministre Axworthy présentait, vendredi le premier décembre dernier, sa réforme de l'assurance-chômage.

Première modification, d'ordre idéologique: on ne parlera plus d'assurance-chômage, mais plutôt d'assurance-emploi, question de bien mettre l'accent sur la création d'emploi.

Dans ses grandes lignes, le programme réduit l'aide accordée aux prestataires trop fréquents, calcule les heures travaillées plutôt que les semaines et demande aux jeunes et à ceux qui réintègrent le marché du travail de travailler au moins six mois avant d'être admissible aux prestations. De plus, le montant maximum assurable passe de 815 \$ par semaine à 750 \$.

Il y a longtemps que le régime d'assurance chômage demandait une révision en profondeur. Établi dans les années 1960, à une époque où les emplois étaient nombreux et l'économie pétante de santé, l'assurance-chômage s'est transformée au point de devenir une source de revenu pour plusieurs milliers de Canadiens. On n'a qu'à penser aux travailleurs saisonniers, particulièrement les pêcheurs des provinces atlantiques.

La réforme a le mérite de réduire les abus les plus flagrants du régime; chapeau à M. Axworthy pour avoir eu le courage d'entreprendre un dossier difficile dont personne ne voulait.

Mais il est à espérer qu'il ne s'agit là que d'une première étape; une réflexion profonde doit être faite sur le rôle de l'État dans le bien-être et la sécurité des citoyens.

L'exemple américain est édifiant à cet égard: Newt Gingrich, le champion de la droite américaine, a choisi le «welfare State» comme cheval de bataille et cherche par tous les moyens à accuser les pauvres de l'ensemble des problèmes du pays, sans hésiter à faire le lien entre décadence morale et pauvreté.

On retrouve un écho de ce type de discours dans les positions de Preston Manning et celles des gouvernements conservateurs provinciaux de Ralph Klein et de Mike Harris.

La philosophie fondamentale de ces représentants de la nouvelle droite est la suivante: les pauvres sont pauvres parce qu'ils le veulent bien, parce qu'ils n'ont plus de sens moral; il est donc préférable de donner plus d'argent aux riches, puisqu'ils sauront rétablir l'économie. Marche droit ou crève.

Il serait pourtant facile de rassembler ce que le pays possède de mieux en matière de spécialistes et de penseurs et de leur confier la mission de revoir en profondeur le mandat de l'État envers ses citoyens. C'est ce qu'avait fait Roosevelt lors de la Grande Dépression de 1930.

Qu'on le veuille ou non, le problème de l'économie canadienne est extrêmement complexe et ne se réduit pas à une question de moralité. La croissance exponentielle des innovations techniques, la mécanisation des emplois, les réseaux d'information planétaires et la mondialisation des marchés sont des facteurs de bouleversements et de changements qui affectent tous les domaines de notre vie. Cherchons à nous adapter de la meilleure façon possible à ces changements plutôt que de blâmer ceux qui en sont les victimes.

Frédéric Pageau

Courrier des lecteurs



Au cours des jours suivant le référendum du Québec, j'ai écrit une lettre qui conseillait aux Canadiens d'expression française, anglaise et aborigène de se donner la main et de s'opposer à la domination dictatoriale de nos dirigeants soi-disant «démocratique». Mon conseil était dans l'intention d'arrêter d'être le jouet des rêves, souhaits et bonne fortune des politiciens.

Les événements courants, qui impliquent les travailleurs des services de la santé, devraient être la preuve de la véracité de mes dires: la force existe seulement dans l'unité. (...) Leur seule chance de succès est de se tenir solidement la main et de rester ferme dans leurs demandes. Je me veux d'espérer qu'ils ne se laisseront pas aveugler par des promesses évasives d'une vie et de conditions meilleures pour eux et les citoyens du Canada en général. A mon point de vue, ils accomplissent le premier pas géant vers un retour à la vraie démocratie.

Vous remarquerez qu'une nouvelle loi concernant les armes est sur le point d'être imposée au peuple. Bientôt on donnera une décoration aux voleurs et aux criminels pour leur expertise à s'introduire dans nos demeures et voler nos équipements de chasse, alors que durant ce temps les citoyens honnêtes seront passibles d'amendes et de termes de prison (...).

En plus, il est à nouveau question d'envoyer des soldats Canadiens en Bosnie pour s'y faire tuer, et ce à nouveau sans opinion ou accord du peuple de notre nation. Les É.U. comptent y envoyer 20 000 hommes de troupes ou plus, et il est fort probable qu'ils demanderont à leur voisin du Canada de faire de même. Je considère cette action tout à fait ridicule et cruelle!!! Ce n'est pas en tuant plus de monde que vous pourrez assurer la paix, et des morts il y en aura. En plus, quand on considère l'économie du Canada et sa situation interne, je vous laisse juge pour décider si cette attitude est valable ou intelligente. Il me semble que nous devenons des malades qui tentent de guérir d'autres malades; mais le fusil à la main.

Georges Payeur

Voir lettre en page 12

ET ÇA CONTINUE...



Michel Lavoie

Depuis 1926, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Directeur: François V. Pageau
Adjointe, administration, publicité: Micheline Brault
Journalistes: Michel Bouchard et Matthieu Massip
Graphiste: Lynda Gagnon-Holmstrom
Correspondant national: Yves Lusignan
 Association de la presse francophone

Correspondants régionaux

Calgary: Jacques Girard et Alain Bertrand
Centralia: Julie Bouchard-Dallaire et Lucienne Brisson (St-Albert)
Pivère-la-Paix: Pauline Savoie (St-Hedone) et Noëlle Filion (Donnelly)

Le Franco est membre de l'Association de la presse francophone. Au niveau national, il est représenté par l'agence de publicité OPSCOM. Il est imprimé par CENTRALWEB Colorpress, à Edmonton.

8923, 82^e Avenue • Edmonton (AB) • T6C 0Z2
Téléphone: (403) 465-6581 • **Télécopieur:** (403) 465-3647
 lefranco@compusernet.ab.ca

La reproduction des textes - en tout ou en partie - est encouragée. Les utilisateurs doivent cependant obtenir l'autorisation préalable du Franco et citer l'origine du texte. Les clients ont cinq jours, à partir de la date de publication, pour nous signaler une erreur dans leur annonce. Dans la mesure où nous sommes responsables du problème, le client pourra obtenir une compensation proportionnelle à l'importance de l'erreur. Le client doit, en retour, examiner attentivement toute épreuve qui lui est soumise pour approbation.



BRÈVES de l'ALBERTA...

Clair et précis, le français est ici!

NANCY MONTGOMERY

MEDICINE HAT - Toute nouvelle onzième régionale de l'ACFA, le comité exécutif de Medicine Hat vient de tenir un concours de slogan. Après une décision difficile, la régionale a maintenant son propre slogan: *Clair et précis, le français est ici*. Les gagnants, qui vont partager le prix de 25 \$, sont quatre étudiants de septième année de l'immersion à Crescent Heights High School: Sophie Duncan, Maria Barton, Stéphanie Berg et Kyle Niemi.

La participation de deux professeurs devrait être soulignée: Monique Boivin de Crescent Heights High School et Brenda Nesdoly de Medicine Hat High School.

Mention spéciale aux slogans suivants: *Plus maintenant que jamais!* (Nancy Montgomery, ACFA de MH), *Les francophones du Hat vous accueillent!* (Nicole Baumbach, MH High School), *En français, s'il-vous-plaît* (Tanya Maruska, Jolene White, Chris Schwab et Jordan Burgess, French immersion, 8ème année).

Parti libéral

Grant Mitchell propose deux amendements au plan Chrétien pour l'unité

EDMONTON - Coincé entre les propositions pour l'unité nationale lancées par Ottawa, et l'opposition du Premier ministre albertain Ralph Klein, qui considère que ce plan ferait de l'Alberta une «province de deuxième classe», Grant Mitchell, leader des libéraux albertains, propose deux amendements au plan Chrétien. D'abord, «un veto parlementaire pour l'Alberta sur la législation fédérale affectant les ressources naturelles», puis «une redistribution du veto régional, qui ferait de la Colombie Britannique une cinquième région, et inclurait l'Alberta dans une région des prairies à définir».

«Les propositions ignorent la réalité régionale du Canada de l'Ouest, ajoute Grant Mitchell. Historiquement, les Albertains ont un plus grand attachement à la région des prairies, et cela doit être respecté, quelle que soit la nouvelle formule.»

ERRATUM

Dans notre édition du 24 novembre, nous avions écorché le nom de l'étudiante bénéficiaire de la bourse expo-sciences de la Faculté Saint-Jean. Il s'agit de Lynette Raffin. Toutes nos excuses.

L'équipe olympique sera choisie à Edmonton

EDMONTON - La sélection de l'équipe olympique canadienne de nage synchronisée se déroulera les neuf et dix décembre à la piscine Kinsmen d'Edmonton. Dix nageurs seront choisis, qui représenteront le Canada aux jeux olympiques, l'an prochain à Atlanta. Les candidats sont Lisa Alexander (Toronto), Karen Clark (Toronto), Sylvie Fréchette (Montréal), Karen Fonteyne (Calgary), Erin Woodley (Toronto), Cari Read (Calgary), Janice Bremner (Vancouver), Kathy Glen (Vancouver), Christine Larsen (Coquitlam, B.C.), Kasia Kulesza (Laval), Kathy Kusel (Beaconsfield), Kirstin Normand (Edmonton), Valérie Hould-Marchand (Charlesbourg).

L'ACFA Régionale

vous invite

"Noël 95"

À LA FORTUNE DU POT

Dimanche le 17 déc.

au Centre d'Âge D'or à Saint-Paul
à 16h30

L'ACFA vous offre pain, dessert, café, thé, jus...

Aucun prix d'entrée

Don bienvenue (pour nous aider à payer la salle)

- Venez rencontrer les Nouveaux arrivants
- Saint Nicolas
- Tirage
- Articles de Noël à vendre
- Coin de pêche pour enfants

Pour plus d'information, communiquez avec
Élianne au 845-4800

LE 15 DÉCEMBRE OPÉRATION PORTES OUVERTES

AU SECRÉTARIAT
PROVINCIAL
DE L'ACFA

(8923-82e avenue)
de 17h00 à 21h00.

TOUS
SONT
LES
BIENVENUS!

ÉMISSION • SPÉCIALE

Le vendredi
15 décembre
à 18h30

LAURÉATS
SRC

Un concert enregistré
à Gatineau avec les jeunes
artistes de la relève dont
Pierre Sabourin, d'Edmonton.

À LA TÉLÉVISION DE RADIO-CANADA SRC  Télévision Alberta

Nombre d'heures plutôt que nombre de semaines

OTTAWA (APF) — Fini les gros ou les petits « timbres » d'assurance-chômage. À la place des semaines assurables, le travailleur saisonnier sans emploi qui voudra recevoir un bon soutien financier du gouvernement, devra compter ses heures de travail. Toutes ses heures!

Le nouveau système d'assurance-emploi, qui remplacera progressivement le régime d'assurance-chômage, permettra pour la première fois aux 500,000 travailleurs à temps partiel d'avoir droit à des prestations. A l'heure actuelle, les gens qui travaillent moins de 15 heures par semaine, ou qui gagnent moins de 163\$ pour un employeur, ne paient pas de cotisations et donc, n'ont pas le droit à des prestations.

A compter du 1er janvier 1997, il faudra avoir travaillé un nombre minimal d'heures durant la dernière année, plutôt qu'un nombre de semaines, pour avoir droit à des prestations

d'assurance-emploi.

Le nombre d'heures sera calculé en fonction du taux de chômage. Dans les régions où le chômage sera supérieur à 13 pour cent, il faudra avoir travaillé un minimum de 420 heures. Dans les régions où le taux de chômage sera moins de 6 pour cent, le minimum sera fixé à 700 heures.

Si le nouveau système était en vigueur aujourd'hui, un travailleur de St-John's devrait accumuler 455 heures de travail en un an avant de toucher à des prestations d'assurance-emploi. Ailleurs au pays, il faudrait travailler 595 heures à Halifax, 525 à Charlottetown, 595 à

Toronto, 420 dans le nord de l'Ontario, 595 à Winnipeg, 630 à Regina, 595 à Edmonton, 595 à Calgary, 595 à Vancouver et 420 heures au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

La façon d'accumuler ces heures de travail n'aura aucune importance. Plus le travailleur aura des heures de travail en banque, plus il recevra de prestations.

Avec ce système, le gouvernement pense que les travailleurs auront même tout intérêt à déclarer les heures de travail au noir. L'expression «chaque heure de travail compte» prendra alors tout son sens!

Tous les employeurs et les

employés paieront des cotisations d'assurance-emploi, calculées sur le nombre d'heures de travail. L'employeur qui, pour éviter de payer des cotisations, faisait en sorte que ses employés ne travaillent pas plus de 14 heures par semaine, n'aura donc plus aucun intérêt à agir de la sorte.

On réduira d'ailleurs le taux de cotisation des travailleurs en 1996, qui passera de 3,00\$ à 2,95\$ pour chaque tranche de 100\$ de rémunération assurée, alors que le taux des employeurs diminuera de 4,20\$ à 4,13\$ par tranche de 100\$.

Les prestations d'assurance-emploi seront versées pendant un maximum de 45 semaines, plutôt que 50 semaines. Mais attention! La rémunération hebdomadaire maximum assurée passera de 815\$ (42,380\$/année) à 750\$ (39,000\$

par année) dès l'an prochain et le niveau maximum de prestations ne sera plus que de 413\$ par semaine, plutôt que 448\$.

Tous les prestataires pourront cependant gagner 50\$ par semaine ou 25 pour cent de leurs prestations, sans pénalité.

Les habitués de l'assurance-chômage verront aussi leurs prestations réduites. En vertu de la «règle de l'intensité», on tiendra compte de leurs demandes des cinq dernières années avant de calculer le taux de base. La mesure entre en vigueur en juillet 1996.

Ottawa serre aussi la vis aux jeunes. Les nouveaux venus de même que les personnes qui réintègrent le marché du travail devront accumuler 910 heures de travail au cours d'une année, soit environ 6 mois de travail à temps plein, pour être admissibles aux prestations.

PARTICIPEZ AU GRAND CONCOURS DE NOËL DE CHFA

jusqu'au 18 décembre

À GAGNER:
des coffrets
de vidéocassettes,
des disques compacts
et des livres de Noël

TOUS LES DÉTAILS
À L'ANTENNE
DE CHFA

SRC CHFA
Alberta

L'Air
du temps
en semaine
de 12h18
à 13h

Bonjour
Alberta
en semaine
de 6h
à 9h

Clin
d'oeil
en semaine
de 15h
à 17h

Le
Quotidien
en semaine
de 17h18
à 17h48

La
grasse
matinée
le samedi
de 7h
à 11h38

Les lauréats de la chanson à Radio-Canada

Le vendredi 15 décembre à 18h30, la SRC présente *Lauréats SRC*, une émission de variétés réunissant les six gagnants des concours organisés par la télévision publique à travers le pays. Le lauréat du gala interprovincial de la chanson, Pierre Sabourin d'Edmonton faisait partie du spectacle.

Animée par Michel Picard, l'émission met en vedette l'inédit dans le domaine de la chanson française du Pacifique à l'Atlantique.

Au programme, on retrouve Pierre Sabourin du gala interprovincial de la chanson, le groupe Cormoran et Aron Niyitunga, des concours *la Brumante* à la SRC et *Ontario pop*, Michelle Boudreau-Samson du gala de la chanson de la Nouvelle-Écosse, Jean-Luc Gagnon du festival en chansons de Petite-Vallée en Gaspésie et Guy Saint-Amour, lauréat du concours *tout nouveau tout show* 1994 dans l'Ouest québécois.

• *Lauréats SRC*, le vendredi 15 décembre à 18h30.

Les Chantamis Concert de Noël

à la First Presbyterian Church
10025 - 105^e Rue

Le dimanche 17 décembre à 14h30

Billets:

6\$ à l'avance

7\$ à la porte

Gratuit pour les enfants de 12 ans et moins

Un léger goûter sera servi après le spectacle

Les billets sont en vente au Carrefour,
8927D - 82^e Avenue, et de téléphone: 466-1066

FLASH NOUVELLES, FLASH NOUVELLES,

Paul Martin sur Internet

Il y a longtemps que vous voulez dire au ministre des Finances ce qu'il doit faire pour réduire le déficit, mais vous ne prenez jamais le temps de lui écrire. Depuis le 24 novembre, vous pouvez faire connaître votre opinion, et la transmettre à la vitesse de l'éclair, grâce au réseau Internet.

Les internautes peuvent envoyer leur message au ministre par courrier électronique à l'adresse suivante: pmartin@fin.gc.ca.

Le ministère des Finances a aussi sur Internet sa page de bienvenue, qui donne accès à différents documents. En février dernier le ministère avait, pour la première fois, donné un accès électronique au budget fédéral. L'adresse du site est la suivante: <http://www.fin.gc.ca>. (APF)

Maurice Henrie au salon du livre

L'auteur franco-ontarien Maurice Henrie sera l'invité d'honneur de l'Outaouais ontarien lors du prochain salon du livre de l'Outaouais, qui aura lieu du 27 au 31 mars à Hull.

Auteur de deux recueils de nouvelles et de deux essais humoristiques sur la haute bureaucratie, Maurice Henrie a été finaliste pour le prix Trillium en 1989 avec son recueil de nouvelles *La Chambre à mourir*. Son premier roman publié cette année, *Le balcon dans le ciel*, a remporté le Grand Prix du Salon du livre de Toronto. (APF)

Des millions pour les Anglo-Québécois

Le ministère du Patrimoine canadien a signé une entente de 8,4 millions de dollars avec la communauté anglophone du Québec.

D'une durée de quatre ans, cette entente Canada-communauté assurera aux organismes anglophones un financement à long terme et leur évitera de négocier à chaque année leur enveloppe budgétaire. En vertu de cette nouvelle approche préconisée par le ministère, c'est la communauté minoritaire qui déterminera dorénavant les projets qui devront être financés par le gouvernement, et non l'inverse.

Les communautés franco-phones minoritaires du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta, de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse et des Territoires du Nord-Ouest ont déjà signé une entente semblable avec le gouvernement fédéral. (APF)

ASSURANCE ~~CHÔMAGE~~ EMPLOI

Le système d'assurance-emploi du Canada

Le gouvernement fédéral propose un système d'assurance-emploi. Ce système offrirait toujours une protection du revenu en cas de besoin comme le fait actuellement l'assurance-chômage. Il comprendrait également de nouvelles mesures d'aide à l'emploi afin d'aider les gens à trouver du travail.

Voici certains changements proposés :

Prestations de revenu

Chaque heure travaillée serait assurable.

L'assurance-emploi calculerait la période pendant laquelle un prestataire pourrait toucher des prestations selon le nombre d'heures travaillées et non selon le nombre de semaines. Cela signifierait que des milliers d'autres travailleurs à temps partiel pourraient désormais voir leur revenu assuré.

Chaque dollar gagné compterait.

L'assurance-emploi calculerait le montant des prestations à partir de chaque dollar gagné sur une période de temps donnée. Ce calcul se ferait normalement sur une période plus longue que celle qui est en vigueur actuellement. Par conséquent, les travailleurs seraient encouragés à maximiser leurs gains durant la période de cotisations pour obtenir de meilleures prestations en cas de besoin.

Un programme «d'assurance»

L'assurance-emploi maintiendrait le taux de prestations de base à 55 p. 100 du revenu maximal assurable qui serait fixé à 750 \$ par semaine comparativement à 815 \$ actuellement. D'autre part, les prestations seraient réduites jusqu'à un maximum de cinq points de pourcentage dans le cas des réclamations fréquentes. De plus, les assurés dont le revenu annuel dépasserait 48 750 \$ devraient rembourser une partie des prestations reçues.

Les prestataires pourraient gagner jusqu'à 50 \$ par semaine ou 25 p. 100 de leurs prestations, soit le montant le plus élevé des deux, sans que leurs prestations soient réduites.

Supplément de revenu familial

Un supplément de revenu familial serait disponible aux familles avec un ou des enfants et qui gagnent moins de

26 000 \$ par année. Ce supplément pourrait représenter jusqu'à 80 p. 100 du revenu assurable comparativement au taux de base actuel de 60 p. 100.

Mise en oeuvre graduelle

Dans les régions à taux élevé de chômage, certains de ces changements seraient mis en oeuvre graduellement. Ces régions bénéficieraient également d'un fonds d'emploi afin de les aider à faire la transition.

Prestations d'emploi

L'assurance-emploi comprendrait cinq mesures d'aide à l'emploi pour aider les gens à retourner au travail :

1. **Subventions salariales** : pour aider les employeurs à embaucher des personnes sans emploi.
2. **Suppléments de revenu** : un supplément temporaire pour encourager les travailleurs à réintégrer plus rapidement le marché du travail.
3. **Prestations d'aide au travail indépendant** : des services pour encourager des personnes sans emploi à démarrer leur propre entreprise.
4. **Partenariats pour la création d'emplois** : pour appuyer, en collaboration avec les provinces, des projets d'expérience de travail par l'entremise d'organismes communautaires.
5. **Prêts et subventions de perfectionnement** : pour offrir, avec l'approbation des provinces, une aide financière aux gens sans emploi qui veulent poursuivre une formation.

Diminution de doublement ou chevauchement

Le gouvernement fédéral travaillerait de concert avec les gouvernements des provinces pour la mise en oeuvre des nouvelles mesures d'aide à l'emploi prévues dans le système proposé de l'assurance-emploi. L'objectif serait de promouvoir l'efficacité et d'éviter tout doublement ou tout chevauchement.

Pour obtenir une brochure sur le système d'assurance-emploi proposé, veuillez composer le 1 800 276-7655 (ATS : 1 800 465-7735) ou, sur Internet, le <http://www.hrhc-drhc.gc.ca>



Développement des
ressources humaines Canada

Human Resources
Development Canada

Canada

Tout un village contre le cancer

LE CONSEIL SCOLAIRE DU NORD-OUEST N° 1
sollicite des candidatures pour un poste d'enseignement
à temps partiel

RESPONSABILITÉS :

- Anglais 4^e - 6^e année

EXIGENCES :

- Degré universitaire en éducation et certificat d'enseignement
- Compétence en gestion et animation pédagogiques
- Bilingue : maîtrise de l'anglais parlé et écrit, et compétence langagière de niveau avancé en français
- Excellentes relations interpersonnelles
- Connaissance de l'éducation francophone en milieu minoritaire
- Évidence d'engagement à l'égard des valeurs évangéliques de la communauté chrétienne catholique

Toutes personnes intéressées sont invitées à faire parvenir leur curriculum vitae soit à :

Mme Linda Arsenault, directrice

ou

Mme Denise Bourassa, directrice générale

C.P. 1220

St-Isidore (AB) T0H 3B0

téléphone : (403) 624-8855

télécopieur : (403) 624-8554

PLAMONDON - La fraternité existe vraiment dans les petites communautés, et Plamondon n'échappe pas à la règle. Lorsqu'un de ses membres est dans le besoin, la famille se lève et répond à ce besoin. Car après tout, même s'il est redoutable, le cancer a ses limites...

Ainsi, le 26 novembre dernier, Plamondon a été le théâtre d'un déjeuner bénéfice dont la totalité des profits récoltés serviront à aider Richard et Annie Ouellet dans leur lutte contre le cancer. Tous les profits ont été versés à la fondation destinée à payer une partie des dépenses médicales encourues durant la convalescence de Richard Ouellet. La somme de 4 000 \$ a été atteinte en moins de trois heures.

Richard et Annie ont parallèlement entrepris le combat contre la souffrance en juin dernier. Richard Ouellet souffre d'un cancer de la langue et environ 1 400 \$ par mois sont nécessaires pour l'achat de médicaments. Dernièrement, il a été amputé de la langue et il gardera toujours des séquelles physiques de ses traitements de chimiothérapie.

«Les gens sont conscients des moments difficiles que vivent

Annie et Richard. Ils sont membres à part entière de notre communauté. C'est un peu comme s'ils faisaient partie de la famille de chacun d'entre nous. Il est normal de les aider à notre façon», affirme Margaret MacIellan, une des responsables de la fondation Ouellet.

Depuis plusieurs semaines, de nombreuses levées de fonds ont été mises sur pied à Plamondon et à ALPAC (Alberta Pacific Pulp Mill), ancien employeur de Richard Ouellet. Annie ne travaille pas, préférant demeurer au chevet de son mari et lui apporter tout le support nécessaire à sa lutte. La fondation Ouellet a donc été établie pour aider ce jeune couple. Blaise Ryan et Margaret MacIellan sont les principaux instigateurs de cette fondation. En tâtant le pouls de la population, M. Ryan s'est aperçu qu'elle était favorable à l'implantation d'une fondation venant en aide à Richard Ouellet. Il s'est aussi rendu compte que les gens donneraient beaucoup plus si ces dons étaient déductibles d'impôts. C'est maintenant possible lorsque les dons sont versés à St-Isidore's Plamondon Church pour le Ouellet's Trust Fund 1082922-01 du Treasury Branch de Plamondon.

Enfin, le cancer de Richard Ouellet n'a rien d'une balade en traîneau sous une fine pluie de neige, la veille de Noël. Le cancer, c'est une réalité. Cette réalité, Richard Ouellet la combat quotidiennement. Cependant, le cancer a ses limites. Il ne pourra jamais briser l'espoir, ronger la foi, étouffer le courage, et surtout handicaper l'amour qu'ont entre eux Annie et Richard.

Dany Martin

O F F R E S D ' E M P L O I

Agent(e) de l'expansion des affaires 35 750 \$ - 44 694 \$

En poste à la succursale de Calgary, vous relèverez du directeur de l'assurance. Faisant la promotion des produits d'assurance hypothécaire de la SCHL auprès des prêteurs, constructeurs et agents immobiliers, vous aurez à créer et à maintenir d'excellentes relations avec ceux-ci, ainsi qu'à maximiser les occasions d'affaires les concernant. Il vous faudra notamment préparer un plan marketing local d'ensemble, élaborer et mener à bien un programme efficace de prospection téléphonique de même que répondre aux besoins des clients en matière d'information locale et de formation. De plus, vous vendrez des produits d'autres composantes de la SCHL aux clients et aux parties intéressées, et vous vous chargerez des relations publiques visant à expliquer le rôle de la SCHL et du gouvernement fédéral dans le dossier de l'habitation.

Grâce à votre sens de l'initiative, vous saurez représenter efficacement la SCHL auprès d'un large éventail d'entreprises clientes. Vous devez posséder une expérience pertinente dans le domaine de la vente et du marketing, jumelée à un diplôme universitaire dans une discipline appropriée. En l'absence d'un tel diplôme, votre candidature sera considérée si elle fait état de réalisations très pertinentes en développement des affaires. Vous devez faire preuve de fortes aptitudes pour la planification et l'organisation ainsi que d'un ententeur exceptionnel, et être capable d'utiliser un ordinateur. Il vous faudra accéder à des bases de données et y manipuler des informations de même que procéder à des analyses afin d'appuyer les efforts de commercialisation. Par ailleurs, vous devez absolument pouvoir faire des présentations de calibre professionnel, et notamment voir à leur préparation, ainsi que vous charger d'activités visant à exprimer l'appréciation à l'égard des clients ou à assurer leur formation. Une expérience dans le domaine de l'hypothèque et/ou de l'habitation serait souhaitable. Vous devez posséder un permis de conduire valide.

Si vous possédez les qualifications requises pour relever ce défi, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae d'ici le 15 décembre 1995 au :

Service des ressources humaines
Société canadienne d'hypothèques et de
logement
C.P. 2560
Calgary (Alberta)
T2P 2N9
Téléc. : (403) 292-6238

La SCHL
s'inscrit au
principe de
l'équité en
matière
d'emploi.

SCHL CMHC
Question habitation, comptez sur nous

Canada



SECRÉTAIRE-RÉCEPTIONNISTE (temps partiel)

La Société du crédit agricole, une société de la Couronne qui offre des services financiers à la communauté agricole canadienne, est à la recherche d'une personne pour combler un poste de secrétaire-réceptionniste à temps partiel à son bureau de Lethbridge.

Les candidats doivent avoir des aptitudes marquées pour la communication, une connaissance approfondie des techniques de secrétariat et du logiciel Wordperfect 6.0 avec «Windows». Ces qualifications auront été acquises par des études secondaires complétées avec succès, une formation dans une école de secrétariat ainsi que deux ans d'expérience pertinente.

Les tâches comprennent : réception des clients et des appels téléphoniques, travail général de dactylo, classement de dossiers et autres tâches connexes.

Le salaire offert est de 12 190\$ par année pour une semaine de travail de 20 heures/semaine.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae, Bob Anderson, Gérant de District, Société du crédit agricole, pièce 102, 10712-100 rue, Grande Prairie, (AB), T8V 3X8. Il est aussi possible de le télécopier en composant le (403) 538-3575

La Société du crédit agricole souscrit aux principes d'équité en matière d'emploi.

Canada



OFFRE D'EMPLOI

Conseil scolaire régional du Centre-Nord #4

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER(ÈRE)

Le Conseil est responsable de l'éducation francophone de Lloyminster à Jasper. Avec un budget de 6,5 \$ millions, il a 110 employés pour desservir 1 033 élèves regroupés dans six(6) écoles.

Tâches et responsabilités

- ✓ Assumer les responsabilités d'un(e) secrétaire-trésorier(ère) tel qu'énumérées dans la loi scolaire;
- ✓ Être le(la) secrétaire exécutif(ve) du Conseil;
- ✓ Champs de travail: gestion des finances, de l'informatique, des édifices, des propriétés et du transport.

Qualifications:

- ✓ Bonne connaissance des lois, politiques et règlements provinciaux qui touchent les conseils scolaires.
- ✓ Compétences en comptabilité dans le secteur public
- ✓ Connaître le système de comptabilité GMT ou un équivalent.
- ✓ Bonne connaissance de Microsoft Word 6 et Excel 5;
- ✓ Bonnes connaissances du français et de l'anglais.
- ✓ Attitude positive, capable de travailler en équipe.

Date d'entrée en fonction: dès que possible

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae avant le vendredi 15 décembre à :

Gérard Bissonnette, Directeur général

8815D - 92e rue, Edmonton (Alberta) T6C 3P9

Téléphone: 468-6440 - Télécopieur: 440-1631

Agente ou agent d'administration bilingue

Commission des plaintes du
public contre la GRC

Edmonton (Alberta)

La Commission de la fonction publique du Canada recherche une personne s'exprimant couramment en anglais et en français pour combler un poste permanent à Edmonton. Pour postuler, vous devez posséder un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent, et avoir acquis une expérience dans un bureau informatisé. Vous toucherez un salaire variant entre 32 107 \$ et 37 180 \$ par année. Pour plus de détails, veuillez composer le (403) 495-7444 (ligne d'information 24 heures sur 24). Ce concours prend fin le 22 décembre 1995.

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.
This information is available in English.

Canada

UNE SOIRÉE D'AMITIÉ

Lucienne Brisson



SAINT-ALBERT - Le comité exécutif de la communauté francophone de St-Albert, en collaboration avec le cercle francophone de Saint-Albert, a organisé au sous-sol de l'église paroissiale, la traditionnelle fête de la Sainte-Catherine.

En dépit d'une température vraiment maussade, environ 150 personnes ont pris part au souper à la fortune du pot, fumant l'excellente cuisine canadienne. L'ambiance culminant lors du "mini spectacle". Un merveilleux événement.

TV5: À NE PAS MANQUER!

NOTE: L'heure des émissions est indiquée selon l'heure de l'Est.

IL ÉTAIT UNE FOIS LES NATIONS UNIES

"Nous, peuple des Nations unies, sommes résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre..." À partir du préambule de la Charte des Nations unies, élaboré dès avril 1945 à San Francisco, alors que la guerre n'est pas finie, la Télévision suisse romande, en coproduction avec l'ONU, retrace dans ce documentaire exceptionnel les cinquante ans de la très riche histoire de l'institution universelle. S'adressant tout aussi bien à un adolescent de Nouvelle-Zélande qu'à une très vieille dame de Mandchourie, Catherine Charbon, journaliste, vous invite à un passionnant voyage historique à travers un demi-siècle de course éperdue vers la paix. Pour retrouver le chemin de l'universel, pour tenter de le transmettre, Catherine Charbon a pensé que le langage des sourds-muets était le plus sûr moyen et elle a fait appel à la comédienne Emmanuelle Laborit pour dire avec ses mains et son corps les six premiers articles du préambule de la Charte. C'est John Lennon qui a inspiré Catherine Charbon et c'est imagine, probablement la plus belle chanson écrite au cours du vingtième siècle, dont les paroles ressemblent à une prière laïque, un hymne à l'utopie qui aurait tout avantage à retentir en permanence dans les couloirs de l'institution onusienne, qui ouvre et ponctue ce film.

IL ÉTAIT UNE FOIS LES NATIONS UNIES, le mercredi 13 décembre à 21 h (rediffusion le jeudi 14 décembre à 11 h).

FRANCOFOLIES, ICI ET AILLEURS

FRANCOFOLIES, ICI ET AILLEURS nous fait revivre en une heure les différentes éditions des FrancoFolies 1995. Enregistrée à La Rochelle, Montréal, Spa et Buenos-Aires, cette soirée exceptionnelle permettra de retrouver de nombreux artistes sur la scène des FrancoFolies. Avec : Claude Nougaro, Patrick Bruel, Beau Dommage, Jacques Higelin, Bernard Lavilliers, Khaled, Axelle Red, William Sheller, Philippe Lafontaine et plusieurs autres.

FRANCOFOLIES, ICI ET AILLEURS, le vendredi 15 décembre à 23 h 50.

À SURVEILLER :

Bernard Pivot est l'invité de l'émission **CORRESPONDANCES**, le vendredi 15 décembre à 10 h 45 h). Comme à chaque semaine, Anne Bruy répond aux questions et à une sélection de lettres des téléspectateurs concernant TV5 et ses programmes. Le ton est très libre. Félicitations et critiques y ont leur place. Une émission conviviale qui cherche à resserrer les liens entre le chaîne et son public réparti sur de vastes territoires. Vous êtes invités à prendre part à **CORRESPONDANCES** en écrivant à l'adresse suivante :

CORRESPONDANCES
1755, boul René-Lévesque Est
Bureau 101
Montréal (Québec) H2K 4P6

RÉSERVE

Voulez-vous élargir vos horizons? La Réserve navale, en plus de vous offrir une formation pratique, des possibilités de voyager et un revenu supplémentaire, vous permet aussi de poursuivre votre carrière civile. En travaillant à temps partiel durant certains soirs et week-ends, vous découvrirez de nouvelles possibilités d'emplois et rencontrerez des gens intéressants. Action! Satisfaction! Joignez-vous à la Réserve navale dès aujourd'hui! Pour obtenir plus de renseignements et voir notre nouveau vidéo, rendez-vous visite ou téléphonez-nous au:

NCSM NONSUCH
11807 ave. Kingsway
Edmonton, Alberta T5G 2W5
452-8843 ou 1-856-8488

**OPERATION
À TEMPS PARTIEL**

**FORCES
ARMÉES
CANADIENNES
RÉGULIÈRE ET DE RÉSERVE**

Canada

Connaissiez-vous
les dernières
nouvelles?

JULIE PAGÉ



NOUS SAVONS QUE C'EST IMPORTANT POUR VOUS DE CONNAÎTRE LES DERNIÈRES NOUVELLES. C'EST TOUT AUSSI IMPORTANT POUR NOUS DE VOUS LIVRER, EN DÉTAILS ET SANS DÉLAI, TOUTE L'INFORMATION SUR LES ÉVÉNEMENTS QUI VOUS TOUCHENT DE PRÈS.

ALBERTA
ce soir
Mardi au Vendredi 18h
23h

SRC



DE
TOUT
POUR FAIRE
UN MONDE

Télévision
Alberta



Défense nationale
National Defence

AVIS AU PUBLIC

CHAMP DE TIR DU CAMP WAINWRIGHT

Des exercices de tir auront lieu de jour et de nuit aux champs de tir du camp Wainwright, dans la province de l'Alberta, jusqu'à nouvel ordre.

Les champs de tir sont une propriété administrée par le MDN, sise au sud de la ville de Wainwright, entre les routes principales n°13 et n°14, et intersectée par la route n°41, dans les cantons 42 à 45, rangs 5 à 9, à l'ouest du quatrième méridien, dans la province de l'Alberta. Au besoin, il est possible d'obtenir une description détaillée de la propriété de Wainwright en s'adressant au chef du Génie construction du Détachement des Forces canadiennes de Wainwright (Alberta).

MUNITIONS ET OBJETS EXPLOSIFS PERDUS

Les bombes, grenades, obus et autres objets explosifs semblables sont dangereux. Il ne faut pas en ramasser ni en garder en souvenirs. Si vous trouvez ou si vous avez en votre possession tout objet que vous croyez être un explosif, veuillez le signaler à la police locale; on veillera alors à son enlèvement.

Il est formellement interdit de pénétrer dans ce secteur sans autorisation.

PAR ORDRE
Sous-ministre
Ministère de la Défense nationale

OTTAWA, Canada
17830-77

Canada

L'Association Sportive St-Thomas d'Aquin

vous invite à la soirée de la veille du

JOUR DE L'AN

Le 31 décembre 1995 de 20h à ...
Salle communautaire de Pleasantview
(10860 - 57 avenue)

Musique de **Rocky Mountain Music**

15\$ par personne/25\$ du couple

Prix à gagner

Billets en vente (175 seulement)

Au Carrefour

ou en communiquant avec

André Provencher 465-2862,

Bernard Cadrin 465-3533 ou

Eugène et Suzanne Amyotte 450-1349

«Dévolution dans la formation de la main-d'oeuvre»

À l'encontre des intérêts des francophones

OTTAWA (APF) — La décision du gouvernement fédéral de se retirer complètement de la formation de la main-d'oeuvre et de laisser le champ libre aux provinces, heurte de plein fouet les intérêts des minorités francophones.

Selon le projet de réforme de l'assurance-chômage qui a été déposé par le ministre du Développement des ressources humaines, Lloyd Axworthy, Ottawa respectera totalement la compétence des provinces en matière d'éducation et de formation. Cela veut dire qu'il ne fera aucune pression et n'imposera aucune contrainte pour les obliger à offrir des cours en français.

Les provinces qui accepteront de conclure des ententes avec le gouvernement fédéral sur la formation professionnelle devront toutefois respecter «l'esprit et la lettre» de la Loi sur les langues officielles. En clair, cela signifie que les publications et le service à la clientèle devront être offerts dans les deux langues officielles. Cette règle s'appliquerait également pour tout organisme qui signerait une telle entente avec le fédéral dans le domaine de la formation.

Le plan directeur du Comité d'adaptation des ressources humaines de la francophonie canadienne (CARHFC), qui a été remis le 15 août dernier au ministre du Développement des ressources humaines Lloyd Axworthy, mettait en garde Ottawa contre les dangers de se retirer de ce secteur.

«Le partenariat fédéral-

provincial a certainement des avantages, ne serait-ce que pour mettre fin aux sempiternelles discussions constitutionnelles. Malheureusement, les gouvernements provinciaux et territoriaux n'ont jamais été les premiers à respecter les droits des communautés francophones et acadiennes».

C'est justement pour donner suite à ses engagements référendaires que le premier ministre Jean Chrétien a annoncé que le gouvernement fédéral adopterait dorénavant «une approche respectueuse» de la compétence des provinces dans le domaine de l'éducation «et du rôle des gouvernements provinciaux dans la formation de la main-d'oeuvre».

En vertu de la réforme proposée, Ottawa n'achètera plus de cours des provinces, des institutions publiques et des organismes privés et il se retirera d'ici trois ans de la formation en apprentissage, des programmes d'enseignement coopératif, des programmes d'alternance travail-études et de la formation sur les lieux de travail.

Plutôt que d'acheter des blocs de cours dans les collèges communautaires comme il le fait présentement, le gouvernement fédéral remettra directement au client-chômeur des prêts et des subventions de

perfectionnement et lui laissera le soin de choisir lui-même ses cours et son institution d'enseignement.

Mais il ne sera pas suffisant de se présenter à la porte et de demander une subvention pour la formation. Ce serait trop facile. Avant de recevoir une aide financière, le chômeur devra avoir un plan de carrière et démontrer le sérieux de sa démarche. Pas question de suivre un cours de charpentier alors que le marché de la construction domiciliaire est complètement à plat! Le gouvernement fédéral continuera d'ailleurs d'offrir ses services d'analyse du marché de la main-d'oeuvre.

Pour le président du CARHFC, Guy Matte, la nouvelle approche fédérale n'est pas «porteuse d'avenir» pour les francophones. Tous ceux qui se penchent depuis quelques années sur le dossier de la formation professionnelle soutiennent qu'en vertu de la Loi sur les langues officielles, le fédéral ne doit pas se désengager de ses responsabilités dans le dossier de la formation de la main-d'oeuvre. Non seulement ne doit-il pas se désengager, dit-on, mais on tient beaucoup à ce qu'il établisse des normes nationales avant de céder ne serait-ce qu'une parcelle de ses responsabilités.

Votre
magazine
d'affaires
publiques
du lundi
au vendredi
à 17h



LE QUOTIDIEN
avec Denis-Martin Chabot

Pour le plaisir
d'être bien informé!

SRC  CHFA
Alberta

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.

Tarifs: 7 \$ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 \$ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 \$ pour l'encadrement. Vous devez calculer 7% de TPS.

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 465-6581 avant le lundi à midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923 - 82^e Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2



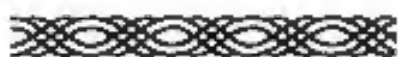
PRIÈRE AU ST-ESPRIT

Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier la PRIÈRE AU ST-ESPRIT dans LE FRANCO.

Vous devez inclure avec votre demande la somme de 21,40\$ (TPS comprise). n'oubliez pas d'inscrire vos initiales.

LE FRANCO
8923 - 82 Avenue
Edmonton, Alberta
T6C 0Z2

Produits naturels à vendre. Info: Rita Champagne au 428-0268. (15-12)



Coop d'habitation :Le quartier du collège: reçoit les applications pour la location d'appartements dans l'avenir. SVP communiquez avec Rose-Marie Tremblay au 469-1116 (oct 96)

Tourtières (pâtés à la viande) et tourtières du Lac St-Jean. Réservez maintenant en appelant Thérèse au 465-6316 (après 17h00) ou laissez un message. (8-12)

Pour Noël: tourtières 9" 6,00\$; tartes aux pommes ou au sucre, 4,00\$ Paroisse St-Thomas-d'Aquin: 468-4182 ou 465-3225 (8-12)

Paroisses francophones

Messes du dimanche

EDMONTON

Immaculée-Conception
10830 - 96^e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165^e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Thomas d'Aquin
8410 - 89^e Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Saint-Joachim
9928 - 110^e Rue
Vendredi et samedi: 17h
Dimanche: 10h30

**Beaumont
Saint-Vital**
4905 - 50^e Rue
Dimanche: 9h30

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5^e Rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

PEACE RIVER

Our Lady of Peace
10405 - 99^e rue
3^e dimanche du mois

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

Connelly McKinley Ltd. Salon Funéraire



10011 - 114^e Rue
Edmonton, Alberta
422-2222

9, Muir Drive 256, rue Fir
St-Albert Sherwood Park
468-2222 464-2226

Hinse

(403) 986-3577

Poultry FARMS LTD
Strathcona Market

Denis et Marie Hinse, propriétaires
C.P. 3040 • Beaumont (Alberta) • T4X 1K8



Psycom Psychological and Counseling Services Ltd.

Pierre Bérubé, M. Ed.
Psychologue

1970 Sun Life Place
10123 - 99^e rue
Edmonton, Alberta
T5J 3H1

☆ : 424-1555
Télec.: 424-0338

DUROCHER SIMPSON

AVOCATS

Service personnalisé et efficace
d'une équipe d'avocats expérimentés

Contactez: M^e Allan W. Damer, avocat

EDMONTON: 801 Esso Tower, Scotia Place,
10060 avenue Jasper
Tél.: 420-6850

MORINVILLE: 10201 100 avenue
Tél.: 939-2936 (mardi et jeudi)



ABONNEMENT Le Franco

☐ 1 AN • 26,75\$ ☐ 2 ANS • 48,15\$
☐ HORS CANADA • 1 AN • 51,36\$
(TPS incluse • Tous les tarifs)

N.B.: Les membres de l'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO.
Adressez-vous au bureau de votre région pour devenir membre.

Nom: _____

Adresse: _____

Ville: _____ PROVINCE: _____

Code postal: _____

Téléphone: _____

Votre chèque ou mandat poste libellé à l'ordre du Franco
(En lettres moulées S.V.P.)

8923-82 AVENUE • EDMONTON • ALBERTA • T6C 0Z2
Tél.: 465-6581 • Téléc.: 465-3647 • lefranco@compusernet.ab.ca

CARTES D'AFFAIRES



DR R.D. BREault

• DENTISTE •

Strathcona Medical Dental Bldg.
Place 302, 8225 - 105^e Rue
Edmonton, Alberta T6E 4H2

Tél.: 439-3797

Dr Léonard Nobert

Dentiste

54 rue St. Micheal, St-Albert, Alberta T8N 1C9
Téléphone: 459-8216

CADRIN DENTURE CLINIC

Bernard Cadrin

Édifice G.B. 9562 - 82^e Avenue
Edmonton, Alberta T6C 0Z8
Entrée ouest, plancher principal

Bur.: 439-6189

Rés.: 465-3533

DR COLETTE M. BOILEAU

DENTISTE

350, West Grove Professional Bldg.
10230 - 142^e Rue
Edmonton, Alberta T5N 3Y6

Tél.: 455-2389

Dr J. Georges Sabourin

B.A., M.D., F.R.C.S. (C)

Obstétricien

Gynécologue

303 Hys Centre - 11010 - 101^e Rue
Edmonton, Alberta T5H 4B8

Tél.: 421-4728

McCuaig DESROCHERS

avocats et notaires

Au service de la
francophonie albertaine

2401 Toronto Dominion Tower
Edmonton Centre Nord-Ouest
Edmonton (Alberta) T5J 2Z1

tél.: 426-4660



PATENAUDE COMMUNICATIONS

Jean Patenaude, réalisateur
Vidéo - radio - télévision

8408 - 56 rue, Edmonton, Alberta T6B 1H7 Canada

Téléphone (403) 466-8585



Nous desservons
Edmonton et la région

GUY C. HEBERT

200 - 14 RUE PERRON, ST-ALBERT (ALBERTA) T8N 1E4
Réa.: 459-5481 Bur.: 459-7786 Téléc.: 459-0236

Favorisons nos jeunes!



L'ÉDUCATION PAR
LE PHYSIQUE...

PARTICIPATION
Le mouvement pour la santé active

CRTC**AVIS PUBLIC****Canada**

Avis public CRTC 1995-204. Appel d'observations concernant la démarche du CRTC à l'égard d'une convention de gestion entre la Newcap Inc. (titulaire de CFDR et CFRQ-FM Dartmouth, et la Sun Radio Limited, titulaire de CIEZ-FM Halifax (N.-É.), de même que sur sa démarche générale à l'égard de conventions de gestion entre des stations de radio. Les observations écrites doivent parvenir au Secrétaire-général, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2, au plus tard le 15 janvier 1996. Le texte complet de cet avis est disponible en communiquant avec la salle d'examen du CRTC à Hull, au (819) 997-2429; ou au bureau du CRTC à Vancouver (604) 666-2111 ou en consultant la page d'accueil du CRTC: <http://www.crtc.gc.ca>.



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Courrier des lecteurs



Cher.e.s ami.e.s franco-albertain.e.s,

À l'occasion de mon départ du poste d'agent de liaison de l'A.C.F.A. provinciale, je tiens à vous remercier de l'appui et de l'amitié que vous m'avez témoignés au fil des ans.

Je veux tout d'abord remercier mes compagnons de travail au secrétariat provincial pour la camaraderie et l'aide constante qu'ils m'ont apportées. Je suis surtout reconnaissant envers tous ceux qui m'ont encouragé et qui ont su pardonner mes lacunes. Dans un milieu où la marge d'erreur tolérable est à zéro et que la reconnaissance pour les succès est presque inexistante, l'appui de ses compagnons de travail devient indispensable. Je vous souhaite tou.te.s et chacun.e de continuer cette fraternité en vous concentrant sur le positif que chacun.e apporte.

Un merci tout spécial à toutes les personnes qui oeuvrent ou qui ont oeuvré avec moi comme agent.e de développement communautaire. J'espère que mon passage à l'A.C.F.A. vous a rendu la tâche un peu plus facile. Il est difficile de faire ce métier; J'en suis conscient. C'est grâce à votre dévouement, rarement reconnu, que chaque communauté peut espérer contrer l'assimilation. Je vous souhaite à tou.te.s de recevoir la reconnaissance qui vous est due. Petit avertissement : lorsqu'on travaille pour une cause, il est facile de placer la cause avant nos besoins fondamentaux tels notre santé, nos relations conjugales, familiales et fraternelles. En fin de compte, nous servons mieux la cause si nous respectons nos priorités que si nos efforts nous mènent au "burnout". Bonne chance et merci.

Merci aux personnes qui siègent et qui ont siégé au Comité exécutif provincial et aux Conseils d'administration régionaux de l'A.C.F.A. Vous avez été une source d'inspiration par votre dévouement. Grand merci pour l'accueil chaleureux que vous m'avez toujours témoigné lors de mes visites chez vous. Soyez assurés de ma constante admiration et amitié.

Merci aux dirigeant.e.s des organismes provinciaux qui ont toujours été ouverts à mes suggestions et qui m'offraient leur coopération. Je me sens toujours bienvenu chez vous grâce à cette ouverture.

Merci au personnel du ministère du Patrimoine canadien et à tou.te.s les consultant.e.s qui ont facilité ma tâche en étant disponibles. Vous jouez un rôle important dans la francophonie. Je reconnais votre don de soi et vous en remercie.

Finalement, merci à cette francophonie albertaine qui m'a fait prendre conscience de ma fierté d'être Canadien français. Fier parce que nous sommes un peuple déterminé à réussir, fort de nos convictions tout en ayant un grand respect pour notre entourage. Notre sens de la justice nous porte à dénoncer les injustices. Francophonie albertaine, vous m'avez adopté, moi et ma famille, il y a déjà plus de six ans. Je serai toujours reconnaissant aux gens de Plamondon qui ont été notre première communauté d'adoption et maintenant aux gens de Legal.

Je quitte l'A.C.F.A. pour consacrer plus de temps à ma famille qui a toujours été ma première priorité. Je demeure toujours un fier Franco-Albertain au service de la francophonie.

Je vous souhaite tous un joyeux Noël et une bonne et heureuse année remplie de succès, de paix, de bonheur et de prospérité.

David Fréchette

• Radio-Canada:

Les coupures n'affecteront pas la programmation

OTTAWA (APF) — Les récentes compressions budgétaires de 227 millions à Radio-Canada n'auront aucun impact sur la programmation des stations régionales francophones, tant en radio qu'en télévision.

Les dépenses de la radio française pour l'ensemble des stations régionales au pays, incluant les stations québécoises, seront réduites de 800,000\$. On abolira 15 postes et de ce nombre, quatre départs seront volontaires. Selon la directrice des relations publiques à la SRC, Micheline Savoie, les stations régionales offriront le même nombre d'heures de programmation et leur contribution au réseau ne changera pas.

Pour ce qui est de la télévision française, on réduira les dépenses de 3,7 millions dans les régions. Un total de 47 postes seront abolis et de ce nombre, 41 départs seront volontaires. Ces restrictions budgétaires n'auront aucun impact sur la programmation régionale.

Rappelons que pour l'ensemble de la radio française, les dépenses seront réduites de 13 millions de dollars au cours des 18 prochains mois, et de 35 millions pour la télévision française.

Les employés qui seront licenciés apprendront la mauvaise nouvelle le 6 décembre. Entre 600 et 1000 postes seront abolis au cours du présent exercice financier, qui se termine le 31 mars. En 1996-1997, 1000 autres postes pourraient être abolis par la direction.

Le comité qui étudie le mandat de la Société Radio-Canada, de l'Office national du film (ONF) et de Téléfilm Canada, et qui est présidé par l'ancien président-directeur général de la SRC Pierre Juneau, devait déposer son rapport le 30 novembre. La veille du dépôt, le bureau du ministre du Patrimoine a annoncé qu'il sera finalement rendu public le 15 janvier. C'est la deuxième fois que le dépôt du très attendu rapport de M. Juneau est reporté: «Le Comité n'est pas en mesure de présenter son rapport avant le 15 janvier, en raison de la complexité des enjeux visés» a expliqué M. Juneau dans un communiqué.

Le gouvernement entend s'inspirer de ce rapport pour déterminer le financement futur de la SRC. On saura alors s'il y a un véritable avenir pour la radio et la télévision française à l'extérieur de Montréal.

423976 ALBERTA LTD. EXERÇANT SON ACTIVITÉ SOUS LE NOM DE CONTACT AIR

AVIS DE DEMANDE DE SERVICE AÉRIEN

N 951679 et 951689 au rôle

Dossier N°

M4205/C273-4-4

M4205/C273-4-5

423976 Alberta Ltd, exerçant son activité sous le nom de Contact Air a présenté des demandes à l'Office national des transports du Canada pour des licences afin d'exploiter:

1. un service intérieur de vols affrétés (classe 4) à partir d'une base située à Calgary (Alberta) (n° 951679 au rôle); et
2. un service intérieur de vols affrétés (classe 4) à partir d'une base située à Edmonton (Alberta) (n° 951680 au rôle)

au moyen d'aéronefs de type Cessna 172, Cessna 177, Cessna 207, Piper Navajo, Beech 99 et Beech 100 des groupes A, B et C (dont la capacité de transport indiquée par la demanderesse est de 3, 3, 5, 9, 14 et 10 personnes ou de 600, 700, 1 200, 1 800, 3 000 et 2 000 livres de marchandises)

Une intervention doit citer le numéro au rôle approprié mentionné ci-dessus. Toute intervention doit être déposée auprès du Secrétaire, Office national des transports du Canada, 15, rue Eddy, Hull (Québec), K1A 0N9, au plus tard le 10 janvier 1996.

L'Office fournira sur demande les détails supplémentaires des demandes et de l'information pour le dépôt d'une intervention à la délivrance d'une licence de service intérieur. Pour de plus amples renseignements, téléphonez à Nancy Hay au (819) 997-6108 ou par télécopieur au (819) 953-5562.



Défense Nationale
National Defence

AVIS AU PUBLIC

CHAMP DE TIR DU CAMP SARCEE

Des exercices de tir auront lieu pendant le jour au champ de tir du camp Sarcée jusqu'à nouvel ordre.

Description de la zone dangereuse:

Champ de tir du camp Sarcée

Le champ de tir est une propriété administrée par le MDN, située dans le canton n° 23, rangs 2 et 3, à l'ouest du cinquième méridien, dans la réserve indienne de Sarcée, n° 145, au sud-ouest de la ville de Calgary. Au besoin, il est possible d'obtenir une description détaillée en s'adressant au chef du Génie construction de la BFC Calgary.

MUNITIONS ET OBJETS EXPLOSIFS PERDUS

Les bombes, grenades, obus et autres objets explosifs semblables sont dangereux. Il ne faut pas en ramasser ni en garder en souvenirs. Si vous trouvez ou si vous avez en votre possession tout objet que vous croyez être un explosif, veuillez le signaler à la police locale; on veillera alors à son enlèvement.

Il est formellement interdit de pénétrer dans ce secteur sans autorisation

PAR ORDRE
Sous-ministre
Ministère de la Défense nationale

OTTAWA, Canada
17630-77

Canada